

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°20 - VENDREDI 9 JANVIER 2009

En 2009, mange – et garde – la frite!

Début d'année morose. Euphémisme ! Les vœux de l'omni-président [ex-futur roi fainéant] auraient pu être l'occasion pour les millions de Français qui pâtissent au quotidien de la crise d'espérer des jours meilleurs. Certes l'actualité internationale pousse à un minimum de lucidité mais l'annonce de mesures soutenant la relance de la consommation des ménages et du pouvoir d'achat aurait été la bienvenue. Rêvons le bon sens d'une voix au ton grave annoncer la TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité, l'augmentation des minima sociaux, la création d'un pôle bancaire et financier public, la réquisition des logements vides, les initiatives assurant la sécurisation des parcours professionnels, etc. Au lieu de cela, le président Sarkozy paye une seconde tournée aux banques en promettant de nouvelles aides publiques. Généreux, il l'a aussi été en ce début d'année avec ses amis Bouygues, Bolloré & Cie, même si chacun conviendra que, dans la période actuelle, la suppression de la publicité sur France Télévisions n'est pas la préoccupation majeure des Français.

La gauche doit être mobilisée sur cette question. Elle doit critiquer. Proposer aussi. Se prononcer sur la généralisation du travail du dimanche tout comme sur la suppression des juges d'instruction ou encore la criminalisation de la contestation, que l'on a vue avec l'affaire de Tarnac. Mais prenons garde : la droite attend de la gauche une opposition épidermique sur ces affaires tout en lui reprochant un travail d'opposition larvée, alors que l'opinion publique préférerait l'entendre sur les sujets qui l'inquiète tel que l'emploi. Voilà une stratégie qui conduit incontestablement à noyer le poisson pour laisser libre cours à une politique franchement libérale et jusqu'au-boutiste : en témoignent les projets de privatisation de la Poste, le démantèlement de l'Education nationale et la réforme du système hospitalier, prévus pour cette année. L'Europe, plus libérale que jamais, ne fera qu'accompagner – pire, renforcer et contraindre – la politique du gouvernement français en faveur du capital. C'est pourquoi je fais le vœu que 2009 soit placé sous le signe de l'engagement et du rassemblement de toute la gauche critique pour faire force et front commun. Mais aussi pour que notre gauche envoie des représentant-e-s au Parlement européen de Bruxelles ! Pour manger des frites mais pas seulement.

Sincères meilleurs vœux pour 2009.

● PIERRE JACQUEMAIN

LE MERLE MOQUEUR

Dormez, braves gens. Les grands de ce monde vont réformer le capitalisme ; ou plutôt le reformer.

Lors d'un colloque qui a ceci de commun avec la pauvreté qu'il ne mange pas de pain, Sarkozy a expliqué comment : il faut revenir aux valeurs d'origine «*de l'effort, de l'esprit d'entreprise et du travail*».

Si avec de telles idées, le capitalisme n'est pas sauvé, c'est que, franchement, on ne pouvait plus rien pour lui. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ [Gaza, agir avec conséquence](#)

→ [Les vies modernes. Quelle vie ?](#)

→ [Vœux à partager](#)

L'année 2009 commence, poursuivant 2008, avec ses tirs de roquettes et d'obus, ses milliers de civils morts. La bande de Gaza est à nouveau sous le feu des projecteurs. Elle est même à feu, tout court. Pendant que les uns se réjouissent de la trêve de trois heures par jour accordée aux civils palestiniens, les autres tentent péniblement de livrer l'aide humanitaire aux populations désormais privées de médicaments, de nourriture, d'électricité etc. Décryptage et commentaires politiques du conflit israélo-palestinien.

You want to stop Hamas ? give hope to Gaza, not war !», proclamaient les banderoles des manifestants pacifistes réunis à Tel Aviv le 3 janvier. On ne peut mieux dénoncer l'impasse de la politique israélienne qui se manifeste une fois encore de façon sanglante. Pour comprendre le processus qui a conduit aux massacres en cours à Gaza, il faut revenir sur les événements des 15 dernières années, au cours desquelles le drame actuel s'est noué, et ce en trois temps :

1^{er} temps: celui de l'espoir né des accords d'Oslo (1993/2000). Après 30 ans de lutte armée, les Palestiniens obtiennent une autonomie partielle sur la Cisjordanie et Gaza, qui doit, espèrent-ils, conduire à un Etat. Mais Israël poursuit en parallèle la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, tandis que l'horizon des Palestiniens rétrécit à vue d'œil (avec la multiplication des « check-points » qui entravent la circulation des hommes et des marchandises). Dans le même temps, les discussions israélo-palestiniennes s'enlisent, faute d'un mécanisme d'arbitrage et de contrôle que seule l'ONU, garante du droit internatio-

nal, aurait pu apporter. Oslo apparaît vite aux yeux de la population palestinienne comme un marché de dupes, ce qui permet au Hamas (hostile à Oslo) de renforcer son implantation dans toutes les couches de la société palestinienne.

2^e temps (2000/2004): celui de l'intifada. Le mouvement national palestinien s'engage dans la lutte en espérant ainsi modifier le rapport de force, pour revenir à la table des négociations dans de meilleures conditions. Dépassée par les événements, l'Autorité Palestinienne (AP) se montre incapable de définir et d'imposer une stratégie. En quatre ans, après 4 000 morts palestiniens et 1 000 israéliens, de multiples destructions et une asphyxie économique, les « bénéfices d'Oslo » sont presque tous effacés : les territoires « autonomes » sont réoccupés et l'AP est réduite à l'impuissance.

3^e temps (2004/2008): celui du pourrissement et de la division. Après la mort d'Arafat, les Palestiniens, épuisés par quatre ans de guerre, décident de redonner une chance à des négociations de paix, en élisant Mahmoud Abbas. Une nouvelle fois, cette volonté se heurte à la politique unilatérale d'Israël : refus de négocier avec l'AP le retrait de Gaza en 2005 et début du blocus,

construction du Mur de séparation, qui préfigure l'annexion à Israël des colonies. Conséquence logique de cette nouvelle impuissance, les électeurs palestiniens sanctionnent les sortants et donnent la majorité au Hamas lors des élections au Conseil législatif, en 2006. La décision injuste et irresponsable de l'UE, principal contributeur de l'aide matérielle aux Palestiniens, de s'aligner sur les Etats-Unis

La « communauté internationale » a montré toute son impuissance. Une impuissance, hélas, volontaire, liée avant tout à son alignement sur les positions israéliennes, ce qui l'a conduite à commettre de lourdes erreurs.

et Israël, en suspendant les aides à la Palestine sous prétexte que les Palestiniens ont « mal voté », ouvre une crise humanitaire et attise le conflit inter-palestinien, latent depuis plusieurs années. Le résultat est connu : pour la première fois de son histoire, le Mouvement national palestinien se fracture en profondeur. Le Hamas prend, par la force, le contrôle de Gaza en juin 2007, il y édifie un embryon d'Etat (autoritaire), tout en subissant le blocus israélien et en y répondant par les moyens dont il dispose, le tir de roquettes sur le Sud d'Israël.

Ainsi en quinze ans, la « Communauté internationale » a montré toute son impuissance. Une impuissance hélas volontaire, liée avant tout à son alignement sur les positions israéliennes, ce qui l'a conduite à commettre de lourdes erreurs.

Aujourd'hui l'urgence est, bien sûr, le cessez-le-feu,

et le retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza, mais aussi la levée définitive du blocus de ce territoire (aussi bien du côté israélien que du côté égyptien). Ces engagements devraient être garantis par une force internationale. Cet objectif semble possible à atteindre, comme ce fut le cas au Liban en août 2006, au terme de l'aventure militaire israélienne contre le Hezbollah. Mais il faudra pour cela que la diplomatie internationale exerce de véritables pressions sur Israël et que la mobilisation citoyenne s'amplifie en Europe et ailleurs.

Israël pourrait peut-être accepter une telle « solution », si de véritables pressions internationales s'exercent sur lui. Mais, si l'on en reste là, on n'aura rien réglé durablement, le cessez-le-feu n'est pas la paix.

● CHRISTOPHE NOUHAUD

ancien Président de l'association Limousin France-Palestine

LA CONDITION POUR AVANCER VERS UNE PAIX JUSTE ET DURABLE EST DOUBLE

1- La réconciliation inter-palestinienne, afin que de nouvelles élections puissent se tenir (le mandat du président Abbas prend fin le 9 janvier). Là encore, l'Europe peut y contribuer, pour peu qu'elle accepte de dialoguer avec le Hamas, qui est un acteur incontournable et qui revendique (on le sait maintenant), tout comme l'OLP, un Etat en Cisjordanie et à Gaza, ce qui équivaut à une reconnaissance de fait d'Israël.

2- La relance d'un processus politique de négociation.

On connaît depuis les années 2001/2003, quels sont les paramètres d'un accord, sur la base des résolutions de l'ONU, susceptible d'être approuvé par une majorité de la population en Israël, comme en Palestine. Mais celui-ci ne

pourra aboutir que s'il est soumis à un arbitrage et à un contrôle international. Israël a toujours refusé toute internationalisation du conflit, il faudra donc l'y contraindre. Ce sera long, mais L'Europe a des outils pour cela: la suspension de l'accord d'association par exemple. Ce qui lui manque, c'est

Israël a toujours refusé toute internationalisation du conflit. (...) L'Europe doit l'y contraindre. Ce sera long, mais L'Europe a des outils pour cela : la suspension de l'accord d'association, par exemple.

en tout premier lieu, la volonté politique d'agir, et sans doute aussi quelques outils institutionnels permettant à l'UE de dépasser ses actuelles divisions.

Ainsi, peut-être parviendrons-nous à redonner un vrai espoir aux Palestiniens et à

convaincre la population israélienne qu'une autre voie que la guerre est possible pour assurer durablement sa sécurité.

● CHRISTOPHE NOUHAUD

ILS ONT DIT...

Leila Shahid : « Israël a donc envoyé ses soldats. Ils pensent pouvoir gagner par l'offensive terrestre ce qu'ils n'ont pas obtenu par les bombardements. En réalité, c'est la population civile qui va payer encore plus cher. (...) Ehoud Barak a une double arrière-pensée. Premièrement, il pense qu'il va reconquérir l'honneur bafoué de l'armée israélienne et redevenir un grand héros. (...) Son deuxième calcul est lié aux élections israéliennes du 10 février pour lesquelles lui-même et Tzipi Livni portaient perdants dans les sondages. Barak et Livni ont pensé qu'une telle offensive ferait remonter leur popularité. (...) Il est impératif que l'Europe réagisse. C'est la dernière chance. Les Etats arabes sont prêts à travailler avec l'Europe pour imposer un cessez-le-feu total, ouvrir les points de passage à Gaza, envoyer une force de protection internationale comme en 2006 au sud du Liban et reconstruire tout ce qui a été détruit en dix jours à Gaza. C'est le seul moyen pour la communauté internationale de retrouver de la crédibilité. » Extrait de l'interview publiée dans *l'Humanité* du 6 janvier.

Marie-George Buffet : « Donner sa chance à la paix, c'est travailler à la seule solution pouvant clore le cycle des fanatismes et de la violence : deux Etats de pleine souveraineté, palestinien et israélien, vivant dans les frontières de 1967, dans la coopération et la sécurité. »

Olivier Besancenot : « Un nouveau Guernica se déroule au Moyen-Orient. (...) Par son courage et sa dignité, le peuple palestinien fait peur aux puissants de ce monde.

(...) Dans le monde d'aujourd'hui dominé par la guerre contre les peuples menée par les multinationales, la lutte du peuple palestinien devient le symbole de la résistance populaire. Il résiste pour nous contre l'oppression. Samedi nous serons toutes et tous dans la rue. »

Martine Billard : « En fait, Hamas et gouvernement israélien sont les deux responsables d'une crise interminable où ceux qui souffrent le plus sont les civils palestiniens victimes du blocus de Gaza depuis des mois, sans aucun espoir ni de paix, ni de construire une vie meilleure. Seule une solution politique avec la création d'un Etat palestinien viable pourra apporter la paix à laquelle les deux peuples, palestinien et israéliens, ont le droit. »

Clémentine Autain : « Il n'y aura pas de paix à Gaza et plus globalement dans la région sans justice pour les Palestiniens. Les autorités françaises et européennes devraient exiger l'arrêt immédiat des opérations militaires, l'arrêt du blocus, l'arrêt de la construction du mur, la reprise des négociations et l'application des résolutions des Nations unies qu'Israël ne respecte pas depuis des années. »

Claude Debons : « En ayant accepté que les dirigeants israéliens bafouent les règles internationales, les puissances occidentales portent une lourde responsabilité dans la crise actuelle. Une paix juste implique la reconnaissance du droit de chaque peuple – palestinien et israélien – à vivre en sécurité dans son propre Etat avec les garanties internationales nécessaires. »

GAZA : APPEL DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

L'offensive israélienne s'accroît et les morts et les blessés, essentiellement civils, s'accumulent. Le territoire de Gaza connaît une situation humanitaire effroyable dont la presse ne peut rendre compte puisque le gouvernement israélien y a interdit sa présence. Le Hamas continue à bombarder le Sud d'Israël. Si toute violence contre des civils est une violation des conventions de Genève, rien ne peut justifier le blocus infligé depuis des années à Gaza pas plus que, aujourd'hui, l'engagement massif et meurtrier de l'armée israélienne.

Cette situation prend racine dans le déni d'existence dont est victime le peuple Palestinien et remédier à l'humiliation quotidienne qu'il subit exige de rompre avec l'impuissance. Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza et dans les territoires occupés nous concerne tout simplement parce que notre conscience nous interdit de nous taire.

Nous sommes déterminés à faire entendre notre voix pour qu'il soit, en premier lieu et d'urgence, mis un terme aux combats en cours.

Nous exigeons du gouvernement français qu'il porte auprès des Nations unies une résolution ordonnant un cessez-le-feu immédiat sous peine de sanctions, le retrait des forces israéliennes hors de Gaza et l'installation d'une force de protection.

Nous exigeons du gouvernement français et de l'Union européenne qu'ils suspendent l'accord d'association avec l'Etat d'Israël et cessent toute co-opération militaire avec ce dernier.

Nous exigeons de la communauté internationale qu'elle fasse respecter ses propres résolutions qui sont la base d'un règlement du conflit, notamment par la création d'un Etat palestinien pleinement souverain sur l'ensemble des territoires occupés.

Nous en appelons à la conscience de chacun pour qu'une paix juste et durable s'installe enfin dans cette région du monde.

À TABLE!



Après la conférence de presse du 17 décembre dernier, la Fédération pour une gauche sociale et écologique poursuit ses activités et s'engage désormais auprès des mobilisations

sociales et des luttes partout en France. Les initiatives locales de rassemblement en vue de se fédérer au sein même de la Fédération se multiplient. Ainsi, on dénombre près d'une trentaine de départements qui se sont lancés dans l'aventure.

Le 6 février prochain, un meeting de lancement de la Fédération sera organisé à Montreuil. Cet événement doit être une réussite. Pour cela, ont été conviés des militant-e-s des luttes sociales, des député-e-s français des élu-e-s de Synapismos (Grèce), de Die Linke mais aussi des intervenant-e-s de Palestine. C'est dans une ambiance festive (concert, bar, village associatif) que se déroulera cet événement qui promet quelques surprises sur lesquelles *Cerises* reviendra dans les prochains numéros.

Le lendemain, 7 février, se tiendra une réunion de travail pour une première étape de stabilisation de la Fédération.

Le succès de cette manifestation, symbole du rassemblement des sensibilités de la gauche critique, dépend de la capacité de chacun-e à diffuser le plus largement cette invitation. Tracts et affiches seront bientôt disponibles à cet effet. Mais dès à présent, la Fédération compte sur vous et sur votre mobilisation pour la faire connaître et signer l'appel sur <http://lafederation.org>

RENDEZ-VOUS LE 6 FÉVRIER

POUR UN MEETING EXCEPTIONNEL

Halle Marcel-Dufriche 128, rue de Paris 93 100 Montreuil

Métro ligne 9, Robespierre



L'AMOUR PARTICULIER DE NICOLAS SARKOZY POUR LA JUSTICE

Nicolas Sarkozy, avocat, président, mais aussi justiciable, a donc annoncé lors de l'audience de rentrée de la Cour de cassation le 7 janvier dernier, sa volonté de réformer ce qu'il reste du système pénal français. Sa mesure phare: faire du juge d'instruction, un «juge de l'instruction», sous la responsabilité du parquet. Ce qui veut dire que là où on avait un juge indépendant, maître des poursuites et de l'enquête, on aurait désormais un juge agissant sous la direction du parquet. L'affaire Outreau avait certes montré les limites du juge d'instruction. Mais il n'était pas alors le seul en cause: c'était l'ensemble du dispositif pénal qui avait pêché, notamment la chambre d'instruction et la cour d'appel qui n'avaient pas vu à y redire dans la détention provisoire d'autant de prévenus depuis innocentés et indemnisés...

Ce que se garde bien de préciser Nicolas Sarkozy dans son annonce, c'est que l'autorité sous laquelle

serait placé ce «juge de l'instruction» n'est aucunement indépendante et rien ne dit qu'elle pourrait l'être un jour. Ces dernières années d'ailleurs, on a plutôt assisté à un renforcement de la pression hiérarchique sur les procureurs. Que ce soit en ce qui concerne leurs carrières que de la manière dont ils appliquent les lois pénales, la Garde des Sceaux n'a pas manqué de leur redire qu'elle était leur «chef». Ainsi, alors même que leur statut leur confère une indépendance totale lors des plaidoiries, plusieurs procureurs qui refusaient de requérir des peines planchers dans le cadre de récidive, se sont vus convoqués par Rachida Dati, pour rappel à l'ordre. On peut alors douter du bien fondé d'une telle réforme. Comme l'a très justement dit la juriste Mireille Delmas-Marty, cela pourrait surtout se résumer de passer d'un «petit juge indépendant à un gros parquet dépendant».

● JEANNE LAFLEUR



A vous de juger !

Au moment où le gouvernement, sous l'impulsion de Rachida Dati, ministre de la Justice, vote une réforme de la carte judiciaire, accentuant un système de justice à deux vitesses, supprimant des postes d'avocat et dépenalisant le droit des affaires, le Syndicat de la magistrature fête son quarantième anniversaire. C'est cet événement que Thomas Lacoste a souhaité retracer à partir d'un film où des chercheurs, des syndicalistes, des juges etc. nous font part de leur analyse, de leur expérience de l'histoire judiciaire française. 121 minutes de film, nourries d'images historiques, de créations sonores, d'interviews réflexives, de littératures, d'œuvres picturales, d'extraits de films, qui nous rappellent combien la justice est un enjeu majeur, et nous remémorent le lien étroit qui lie l'histoire politique, sociale et judiciaire française. Quarante années sont alors décortiquées, analysées, critiquées. Le film commence par l'année 1968, date de la création du Syndicat de la magistrature, conjointement liée à la crise sociale sans précédent que connaît la France à cette période. La volonté de ce syndicat était de pointer du doigt les inégalités de classe face à la justice, d'affirmer l'indépendance de la justice mais aussi de dénoncer la contradiction entre la prétention des discours démocratiques et le système dès plus archaïques des moyens de contrôle utilisés. Images et propos analytiques nous amènent à réfléchir sur les modes de justice, le milieu carcéral, le droit du travail, les affaires politico-financières, l'immigration, etc. et nous montrent comment il devient difficile pour le Syndicat de la magistrature de maintenir un rapport de force, face à un monde judiciaire qui se dégrade et dans lequel la « classe sécuritaire » prend le dessus. *Les mauvais jours finiront* est un film produit par La Bande passante, un réseau international de pensées critiques et pluridisciplinaires, de pratiques alternatives et de créations contemporaines, qui défend la création d'outils pertinents de diffusion, de valorisation des idées et de confrontation intellectuelle et politique en direction d'un large public. Thomas Lacoste, réalisateur de films sur la rétention de sûreté, la campagne électorale de Sarkozy, l'exclusion scolaire, la réforme de l'université, etc. nous offre cette fois-ci un condensé d'archives et d'entretiens sur l'histoire du Syndicat de la magistrature. Cet angle d'approche permet de rendre compte de la dégradation du système judiciaire et nous laisse alors quelque peu sceptique sur l'arrivée de jours meilleurs... Pour nous donner du courage le film nous invite à croire en la fin des mauvais jours et à maintenir les luttes sociales afin de renverser le rapport de force.

● **AMANDINE MATHIVET**

Les mauvais jours finiront. 40 ans de justice en France aux côtés du Syndicat de la magistrature, un film de Thomas Lacoste, une production de La Bande passante. Disponible en DVD (12€ sur www.labandepassante.org)

● **C'est la mère Michèle...** Depuis la fin de la chronique de Marie-Agnès Combesque sur les Etats-Unis – qui avait suivi la campagne électorale – *Cerises* n'a pas ou peu – commenté l'actualité outre-Atlantique. Cette semaine *Cerises* vous délivre néanmoins une information inédite : les Bush ont perdu leur chatte India, morte à l'âge de 18 ans. Il s'agissait d'un American Shorthair au pelage noir réputé pour sa robustesse, digne descendant des chats emportés de Grande-Bretagne en Amérique par les premiers colons pour chasser les souris et défendre les récoltes. C'est avec une immense douleur que « *le président, M^{me} Bush, Barbara et Jenna (leurs filles) ont la grande tristesse d'annoncer la disparition de leur chatte India, ou Willie* », précise un communiqué de la Maison Blanche. Et pour les quelque milliers de victimes mortes ces derniers jours à Gaza, on attend toujours le communiqué de la présidence américaine.

● **Chaises musicales.** Ce début d'année sera marqué par les nombreuses initiatives de la gauche de gauche. Prévu le week-end du 31 janvier, 1^{er} et 2 février, le NPA a reporté d'une semaine le congrès de fondation de son nouveau parti le plaçant ainsi à la même date que le congrès fondateur du Parti de gauche qui a préféré, du coup, avancer son congrès aux dates initialement retenues par le NPA. Vous suivez ? Sinon, la Fédération pour une gauche sociale et écologique à quant à elle décidé de maintenir son meeting le vendredi 6 février.

● **Mai 1968 – janvier 2009 ?** N'ayons pas peur, formule de style oblige, l'hiver sera chaud. Et tant mieux. D'abord un premier rendez-vous est fixé le 10 janvier pour manifester contre la privatisation de la Poste. Ensuite, rendez-vous est pris le samedi 17 janvier avec des manifestations d'enseignants prévues partout en France rejoints par les fédérations et syndicats lycéens et étudiants. Enfin, la journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier doit être l'occasion de porter de manière unitaire

et massive les revendications dans la rue : les personnels de la santé et du médico-social de se mobiliser contre le projet de loi Bachelot – Sarkozy d'une part, les enseignants de dénoncer le renforcement des inégalités dans l'Education nationale et la destruction du système éducatif français, et avec eux les employés de la Poste afin de réaffirmer l'attachement au services publics de proximité et enfin ceux du privé gravement touchés par la multiplication des licenciements et la précarisation des conditions de travail.

● **Joue et gagnons !** Le principe est simple, répondez aux questions suivantes : êtes-vous ressortissant européen ? Etes-vous âgé d'au moins 18 ans ? Souhaitez-vous soutenir un candidat de la gauche de gauche – autrement appelée gauche de transformation sociale ou encore gauche sociale et écologique ou encore gauche radicale ? Attention, un peu plus dur : souhaitez-vous que les sensibilités qui composent cet espace politique se rassemblent pour porter des candidatures unitaires aux élections européennes de juin 2009 ? Enfin, voulez-vous envoyer au Parlement européen des représentant-e-s de ceux qui, en 2005, ont mené la campagne victorieuse contre le TCE ? Si vous obtenez une majorité de « oui » alors nous vous invitons à rejoindre les 4 000 signataires de l'Appel pour une autre Europe que vous trouverez sur le site de *Politis* www.politis.fr et gagnons tous ensemble !

Cerises est édité par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
 Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
 Queues de *Cerises* : Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant
 Avec la collaboration d'Amandine Mathivet, Jeanne Lafleur et Christophe Nouhaud